

Concertation pour la quatrième période d'obligation CEE (2018 – 2020)

Atelier n°6 Opérations, programmes

07 décembre 2016



Ordre du jour

I – Opérations : synthèse des contributions

II- Programmes

I - Opérations

Synthèse des contributions

- 1 – Opérations éligibles
- 2- Révision des fiches d'opérations standardisées
- 3- Opérations spécifiques
- 4- Outils, procédures
- 5- Contrôles, études a posteriori

1- Opérations éligibles

1.1- Général:

Proposition n°1 : Rendre éligibles les opérations sur le périmètre ETS
[sous conditions : TRI > 2 ans et avec un plafond par opération
(500GWhc)]

Proposition n°2 : Autoriser le cumul avec les aides ADEME

Proposition n°3 : Communiquer en temps réel les textes / projets de
texte pouvant avoir un impact sur les CEE (européens ou nationaux)

Question : Quel impact à prévoir sur les opérations éligibles pour le
décret « travaux embarqués », le décret « tertiaire », le décret « achat
public », la révision de la RT existante ?

1- Opérations éligibles

1.2- Sujets particuliers :

Proposition n°4 : Supprimer le plafond de 10 000 m2 pour les fiches isolation et calorifugeage

Proposition n°5 : Créer une fiche rénovation globale en maison individuelle « incitative »

Proposition n°6 : Simplifier les modes de preuve de la BAR-EN-104 (vitrages isolants)

2- Révision des fiches

Proposition n°7 : Ne pas engager de nouveau travail de révision des fiches – procéder au cas par cas / en cas d'évolution réglementaire ou sur la base des retours d'expérience

Proposition n°8 : Prévoir une révision ciblée du catalogue en amont de la P4 (part de marché voire état du parc), en faisant prioritairement une cinquantaine de fiches, puis travail au fil de l'eau (notamment référence marché en fonction de l'évolution du marché : tous les ans/2/3 ans selon le cas)

Proposition n°9 : En cas de révision, prévoir que la nouvelle fiche s'applique aux opérations dont l'engagement au titre du RAI est postérieur à une date donnée (et plus sur la date d'engagement de l'opération)

Proposition n°10 : Pour les nouvelles fiches, prendre en compte des critères économiques comme le taux de financement de l'opération par les CEE pour mettre en place des modes de preuve adaptés afin d'éviter les dérives et effets d'aubaines

Proposition n°11 : Accélérer la parution de nouvelles fiches



3- Opérations spécifiques (1/2)

Proposition n°12 : Mettre en place des opérations « codifiées ou semi-spécifiques » dont les situations de référence sont prédéfinies

Proposition n°13 : Mettre en place un système de pré-validation du calcul des CEE des opérations par le PNCEE ou l'ADEME (pour la situation de référence)

Proposition n°14 : Prévoir un suivi obligatoire ex-post des consommations dont les résultats seraient transmis lors de l'instruction du dossier ADEME

Proposition n°15 : Faire réaliser l'audit énergétique par un auditeur qualifié (alignement sur l'exigence de l'audit réglementaire) ADEME

3- Opérations spécifiques (2/2)

Proposition n°16 : Réduire le délai d'instruction des demandes relatives à des opérations spécifiques à 3 mois

Proposition n°17 : Calculer le TRB sur la base du coût total de l'équipement installé (non le surcoût) et réduire à 2 ans le TRB minimum

Proposition n°18 : Faire un point annuel détaillé sur les opérations spécifiques mises en œuvre (par exemple dans la lettre d'infos)

4- Outils, procédures

Proposition n°19 : Prévoir des réunions régulières avec le PNCEE pour échanger sur l'interprétation des textes réglementaires

Proposition n°20 : Etablir une base de données des matériels éligibles pour les fiches industrie

5- Contrôles, études a posteriori

Proposition n°21 : Mise en place de contrôle sur site obligatoire pour les premiers détenteurs de CEE sur un échantillon représentatif des opérations standardisées mises en œuvre (pour lesquelles ce contrôle fait sens)

Proposition n°22 : Mise en place d'études a posteriori réalisées par les pouvoirs publics pour contrôler la bonne réalisation de l'opération, vérifier l'atteinte des économies d'énergie et analyser l'impact du dispositif auprès du bénéficiaire

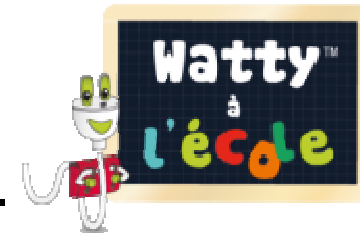
II- Programmes

Programmes

1. Programmes : retour sur les programmes de P3
2. Contributions

Exemples de programmes CEE - Information

- Watty à l'école (EcoCO2) : ateliers, événements et challenges dans les établissements primaires et secondaires.



- LED dans les TEPCV (EDF) : 1 million de LED gratuites dans les TEPCV



- PRO-SME_n (ATEE) : subventions pour la mise en œuvre de Systèmes de Management de l'Energie ISO 50 001.



- Objectif CO₂, les transporteurs s'engagent (AFT) : engagements volontaires et de suivi des performances



Exemples de programmes CEE - Innovation

- Expérimentation d'un passeport de rénovation énergétique dans les TEPCV (Engie). Objectif de 1000 passeports.
- ADVENIR (AVERE-France) : subventions pour l'installation de points de recharge de voitures électriques. Objectif de 12 000 points de charge d'ici mi-2018.
- Expérimentation d'un passeport de rénovation énergétique dans les TEPCV avec pré-diagnostic en ligne (DE). Objectif de 1000 passeports.



Exemples de programmes CEE – Précarité énergétique

- Toits d'abord (Fondation Abbé Pierre) : rénovation lourde de 1200 à 1400 logements sur la période 2016-2017, pour les ménages les plus défavorisés.
- Pacte énergie solidarité (Certinergy) : isolation des combles perdus à 1€ pour les ménages modestes. Objectif de 10 000 isolations d'ici mi-2017.
- Appel à projets de programmes (12 lauréats : Wimoov, FUB, RAEE, ANAH, Economie d'énergie, Engie, Engie Home Services, Habitat 29, La Poste – Inventage, Solinergy, Sonergia Soliha, Urbanis)



Retour sur les programmes de P3

Nom	Valorisation	Plafonds proposés 2015-2017	Montant	CEE délivrés en P3
	(€/MWhc)	(TWhc)	(M€)	(GWhc)
FEEBAT (ATEE)	4	8,60	34,4	1 696
Watty à l'école (EcoCO2)	4	0,40	1,6	3
LED TEPCV (EDF)	3,25	1,50	4,9	0
SME n (ATEE)	3,25	3,00	9,8	0
Objectif CO₂ transporteurs s'engagent (AFT)	3,25	1,20	3,9	554
Passeports TEPCV (Engie)	3,25	0,15	0,5	0
Bornes électriques ADVENIR (EcoCO₂)	3,25	4,80	15,6	308
Passeports Direct Energie	3,25	0,15	0,5	0
TOTAL		19,80	71,1	2 561

Programmes « précarité énergétique »

Bilan : 2 TWhc délivrés pour le programme Pacte énergie solidarité + 0,1 TWhc déposés pour le programme SLIME. Plafond 2015-17 = 4 TWhc.

Suite à l'appel à projets lancé en mai, 12 nouveaux programmes ont été validés (arrêté à paraître). Plafond 2015-17 = 8 TWhc.

	Plafond 2015-17 (TWhc)
Accompagnement des copropriétés préparant une décision de rénovation énergétique (ANAH)	1,40
CLEO (Economies d'Energie)	1,00
Eco-gestes solidaires (Engie)	0,11
Eco-gestes durables (Engie Home Services)	1,30
Mettons nos énergies au service des locataires (Habitat 29)	0,40
DEPAR (La Poste)	1,50
MAGE (Solinergy)	0,50
ECORCE (Sonergia)	0,65
AMO Déclic auprès de copropriétés (Urbanis)	0,14
Plateformes Wimoov - la mobilité durable accessible à tous (Wimoov)	0,28
ALVEOLE (FUB)	0,41
PEnD-AURA (RAEE)	0,22

Propositions

Proposition n°23 : Pérenniser les programmes précarité existants pour la P4

Proposition n°24 : Accroître la transparence sur les programmes avec :

- le développement obligatoire d'un site web, présentant précisément le contenu du programme et les opérations menées
- la remontée a minima une fois par an à la DGEC et l'ADEME des statistiques détaillées sur son déploiement et son efficacité

Proposition n°25 : Permettre la révision des plafonds (en kWhc) attribués aux programmes par simple décision du COPIL

Proposition n°26 : Revoir la tarification des programmes :

- Harmoniser les prix des programmes « classiques »
- 2€/MWhc pour les programmes classiques et 5€/MWhc « précaire »
- Prix fixé de gré à gré, avec éventuellement plancher et plafond

Proposition n°27 : Prévoir l'éligibilité de programmes d'évaluation des politiques publiques et de leur mise en œuvre ATEE programmes précarité énergétique

FIN

